



Interurbain Isère

Lundi 25 septembre 2023

Face à l'inflation :

Imposons l'augmentation des salaires !

Depuis le 15 septembre, des milliers d'ouvriers de l'automobile sont en grève aux États-Unis, dans les usines de Ford, General Motors (Buick, Chevrolet, Cadillac...) et Stellantis (le groupe né en 2021 de la fusion de Fiat-Chrysler et de PSA qui détient aussi Alfa Romeo, Jeep, Opel...). Aux USA comme ici, les profits insolents des patrons et actionnaires de l'industrie et de la finance révoltent, alors que les salaires sont bouffés par l'escalade des prix.

Une riposte de classe

Mais certaines expressions de solidarité sonnent C'est une première, cette grève menée ensemble par les travailleurs des trois géants de l'auto aux États-Unis, les « Big Three ». Des groupes qui ont réalisé 250 milliards de dollars de bénéfices en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie, et 21 milliards de dollars au cours du premier semestre 2023. Des groupes dont les PDG ont augmenté leur salaire de 40 % ces quatre dernières années, pour atteindre une moyenne de 25 millions de dollars par an. Parmi eux, les riches familles Agnelli et Peugeot, que nous connaissons bien ici, principaux actionnaires de Stellantis (Fiat et PSA) dont ils ont combiné de placer le siège... aux Pays-Bas, histoire de payer moins d'impôts !

Les travailleurs américains de l'automobile n'ont vu, eux, leur salaire progresser que de 6 % ces quatre dernières années, bien moins que la flambée des prix. Ils revendiquent la fin des rémunérations différenciées entre nouveaux embauchés, intérimaires et travailleurs à temps plein, en même temps que des augmentations de salaire pour tous, suivant le coût de la vie, ainsi que le maintien de tous les emplois dans le cadre du passage à la production de véhicules électriques.

Leur colère est telle que le président du syndicat de l'automobile, l'UAW, a déclaré (propos rares dans la bouche d'un haut responsable syndical) que face à « *la guerre de classe unilatérale* » qu'ils mènent depuis des décennies contre la classe ouvrière, « *les riches ne seront plus les seuls à se battre* ».

Leur combat est le nôtre !

Prenons-en de la graine, alors qu'ici aussi les prix flambent et qu'on entend un Macron, dimanche 24 sep-

tembre, déclarer qu'il n'est pas question d'indexer les salaires sur les prix. Le Smic serait même « sur-indexé », selon lui. Comme si les smicards gagnaient de quoi vivre ! Face à la hausse du prix de l'essence, il pourrait reconduire, dit-il, une prime ponctuelle de 100 euros pour les salariés les plus pauvres : le prix d'un seul plein pour aller toute l'année au boulot. Car pas question de toucher aux profits de Total.

Quant à Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie, il nous dit qu'il va demander des « efforts » aux entreprises de l'industrie agroalimentaire et de la grande distribution pour limiter l'inflation... De la poudre aux yeux. Comme celle de cet été sur le blocage des prix de quelque 5 000 produits jusqu'à la fin de l'année. Le Maire a été obligé de reconnaître la pratique, dite de « shrinkflation », des produits aux prix bloqués, voire baissés... parce que les quantités vendues dans le paquet sont diminuées, faisant augmenter le prix au kilo ou au litre !

Oui, les capitalistes sont en guerre contre la classe laborieuse. Nous, travailleuses et travailleurs, ne touchons que des paies infiniment inférieures aux richesses que nous produisons, sans compter toutes les magouilles patronales supplémentaires pour augmenter encore les profits.

C'est l'augmentation générale des salaires qu'il faut exiger, en s'en prenant aux profits. La journée d'action et de manifestations du 13 octobre prochain, à l'appel des syndicats, sera une première occasion de nous retrouver toutes et tous ensemble.

Ce n'est qu'un début. C'est une grève d'ensemble qu'il faut préparer pour faire céder le patronat : au moins 400 euros net d'augmentation pour toutes et tous, pas un salaire, pas une pension ni aucune indemnité chômage ou allocation inférieurs à 2 000 euros net pour pouvoir vivre !

La petite musique de la fusion

C'est officiel, à partir du 1^{er} octobre, la petite vingtaine de collègues Grindler seront à l'effectif de Keolis Porte des Alpes. L'essentiel de leurs conditions de travail avaient en réalité changé depuis 2020 et le « plan social » consécutif à l'arrêt de l'activité tourisme. Pour notre part, nous n'avions pas attendu la fusion effective pour déjà fusionner nos revendications au mois de janvier. C'est ainsi que nos augmentations liées à la grève avaient été identiques. Séparément, nous étions conscients de nos intérêts communs, ça ne pourra qu'être d'autant plus le cas dans cette nouvelle entité. En commençant par exemple par faire profiter à tous des avantages particuliers à chaque entreprise.

C'est l'histoire de salariés conducteurs(rices) de car qui avaient juste envie de « pisser »

Les pauses sont bien souvent l'occasion pour les conducteurs de faire leur commission, mais la petite commission est devenue une grande galère au quotidien. Imaginez ! Vous conduisez votre car toute la journée et au moment où vous voulez vous soulager, et bien c'est pratiquement impossible car il faut soit consommer quelque chose dont on n'a pas spécialement envie dans un bistrot ou un snack pour accéder aux toilettes, soit faire des centaines de mètres pour aller à des toilettes publiques si celles-ci veulent bien fonctionner, alors que nous n'avons souvent que quelques minutes voire quelques secondes entre deux services avant de repartir.

Et là les amis, on ne vous parle que de la petite commission, alors imaginez la grosse !!!

Dans l'interurbain comme ailleurs, en campagne pour nos salaires !

Depuis un an, les grilles de la convention collective ont été renégociées à trois reprises. Le taux horaire minimum à l'embauche est ainsi passé de 11,37€ à 12,26€ aujourd'hui.

Certains déplorent que ce minimum « rattrape » les taux horaires pratiqués dans chaque entreprise... Mais jusqu'à preuve du contraire, on n'est pas mieux payés si les autres le sont moins que nous !

En réalité, ces augmentations conventionnelles décollent, entre autres, d'une répercussion au niveau de la branche des luttes partielles pour des augmentations de salaires que nous connaissons depuis des mois dans chacune de nos filiales. Nous imposons, certes chacun de notre côté pour l'instant, un rapport de forces avec lequel les grands groupes (Keolis, Transdev, Cube) sont bien obligés de composer. Pour qu'ils mettent le genou à terre, il nous reste à nous battre tous ensemble pour les revendications que nous partageons déjà !

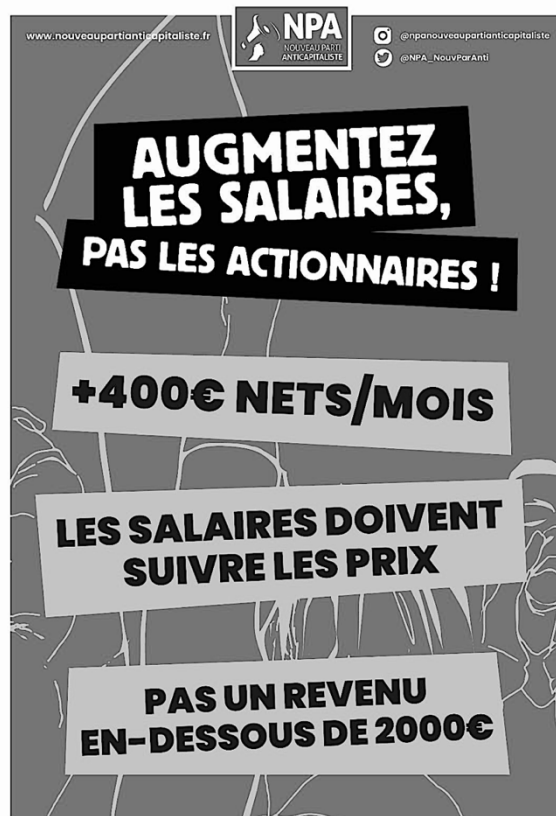
Pas de vente à perte ? Mais nous, on vit à perte !

Les vendeurs d'essence ont repoussé d'un revers de main l'idée de vendre le carburant à perte, c'est-à-dire sans faire de bénéfice dessus. C'est tout juste si certains veulent bien vendre à prix coûtant et encore, en rattrapant leurs marges sur d'autres produits.

Pouyanné, PDG de TotalEnergies, 20 milliards de dollars de profits en 2022 (un record dans l'histoire de la société), expliquait il y a quelques jours avec arrogance : « Vous vendez souvent à perte, vous, des produits ? » En réalité, on ne vend pas grand-chose, si ce n'est notre force de travail en échange d'un salaire. Et vu nos difficultés à boucler les fins de mois, il faut croire que les patrons nous paient bien en-dessous de notre valeur !

Révolutionnaires, un journal pour trancher dans le vif !

Retrouve dans le n°5 de notre journal des articles sur l'inflation et les grèves pour des augmentations de salaires, sur la Françafrique contestée mais pas encore mise à terre, sur le droit à l'avortement... achète-le 2€ auprès de nos diffuseurs !



Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

WEB : www.nouveaupartianticapitaliste.fr | INSTAGRAM : @npanouveaupartianticapitaliste | TWITTER : @NPA_NouvParAnti Imp.Spé.NPA